

désire pas reprendre tous les anciens arguments au sujet du règlement qui a été négocié. Je vous demande cependant de vous arrêter aux points suivants.

Que serait-il arrivé si un organisme impartial et binational s'était occupé de l'affaire du bois d'oeuvre?

Qu'arriverait-il si un traité, plutôt que le département américain du Commerce, établissait des critères pour déterminer ce qui peut faire l'objet de droits compensateurs?

Qu'arriverait-il si un traité stipulait que les différends devaient être réglés de façon définitive et ne seraient pas à la merci de solutions législatives si la "mauvaise" décision était rendue?

Qu'arriverait-il si un traité contribuait à protéger les exportateurs canadiens contre des campagnes de lobbying intensif visant à limiter leur accès au marché américain?

À mon avis, nous nous en trouverions beaucoup mieux. Des règles acceptées d'un commun accord seraient appliquées par un organisme impartial. Pourrait-on réellement prétendre que ce ne serait pas une amélioration par rapport à la situation actuelle?

Je voudrais ajouter autre chose au sujet de la législation sur les recours commerciaux. Il est intéressant de remarquer la réaction américaine à la décision récente du Tribunal canadien des importations à propos du maïs.

Certains d'entre vous ignorent peut-être que le Canada a sa propre législation en matière de droits compensateurs, la Loi sur les mesures spéciales d'importation. Un procès engagé par les producteurs ontariens de maïs contre leurs concurrents américains a établi l'existence de subventions. Lorsque le Tribunal, qui est un organisme administratif indépendant, a déclaré qu'il y avait préjudice, les Américains ont réagi rapidement.

Ils étaient sidérés. Comment le Tribunal avait-il pu conclure à l'existence d'un préjudice? Le Canada ne savait-il pas quel genre de menace cette décision représentait pour le système commercial international? Leur argumentation reprenait la critique que j'avais faite à l'égard de leur décision dans l'affaire du bois d'oeuvre.

Des résolutions furent présentées au Sénat pour demander une enquête sur l'enquête canadienne. Plusieurs protestèrent avec véhémence contre la décision du Tribunal. Cette affaire a donné aux Américains une idée de ce que l'on ressent lorsqu'on est la victime d'une procédure commerciale